

Messieurs nos élus, je vous somme d'agir

L'une des inventions fondamentales pour l'humanité est, sans doute aucun, la roue. Base des moyens de transports terrestres les plus performants. L'organisation de ce transport, est une nécessité vitale qui aurait dû avoir accompagné notre irruption dans la modernité. Nos élus ont pris conscience du drame, car c'en est un, de cette défaillance. Serge Letchimy parle de dépression sociale, le représentant du maire de Schoelcher lui, de personnes détraquées ou de quelque chose d'approchant. Pourtant, la Martinique traîne encore la patte...

Nous sommes au stade où les travailleurs payés au SMIC, confrontés aux multiples dépenses obligées du quotidien ne sont pas assez riches pour aller... travailler. Ceux qui, malgré tout possèdent une voiture car habitant encore chez les parents, arrivent régulièrement en retard, pour le grand désespoir du chef d'entreprise.

Le Syndicat Mixte est né en 2000. Sept ans plus tard il nous présente un projet ficelé, déjà sérieusement entamé, sauf à résoudre l'épineuse difficulté financière du délogement et relogement du quartier Maurice Bishop. Mais la question de fond, celle qui interdit aux élus de voguer en toute seigneurie, quant à la gestion du pays, à savoir : le périmètre unique et son corollaire l'autorité unique n'est toujours pas réglée. Ni le député maire de Fort-de-France, ni le conseiller général de Sainte-Luce Jean Philippe Nilor, n'accuse l'État français de tous nos maux. « Je pense simplement que nous nous sommes pris trop tard » me déclare Serge Letchimy. Pour Jean-Philippe Nilor : « L'État a préféré s'occuper du transport extérieur » Autrement dit l'État ne faisant pas, nous n'avons pas pris le relais. Nous savons bien que c'était situation où bien des maires, pendant longtemps, trouvèrent leur compte car distribuant des agréments de transport aux meneurs et bons propagandistes de leur commune, capables d'entraîner un vote en leur faveur.

SE DECIDER ET ALLER VITE

Tout le monde est d'accord sur le constat. L'organisation du transport est rendue impossible à cause de la multiplicité des autorités organisatrices, conséquence du morcellement de l'espace où chacun veut garder le moindre millimètre carré de son royaume. Si, dès la création du Syndicat Mixte, le problème n'a pas été tranché, nous sommes bien obligés de conclure que la raison principale est que personne n'a voulu céder, ne serait-ce qu'un zizine de son pouvoir. Mais, qu'importe les motivations des uns et des autres !

Le résultat est que le pays, que chacun dit aimer, et qui pourrait en douter, souffre cruellement : les pharmacies font fortune grâce à la vente d'anti-dépresseurs, nos jeunes sont exclus du monde du travail, car ne pouvant y entrer sans que leur survie alimentaire ne soit gravement perturbée par le budget transport, nos chefs d'entreprise payent des salariés ne leur donnant pas leur content d'assiduité etc. etc. etc.

Tout le monde en a conscience. Surtout l'élus, spectateur en avant-poste de cette

détresse reçue, chaque jour, en pleine g... Et, lorsque Serge Letchimy déclare qu'il suffirait de s'asseoir autour d'une table pour que la solution soit trouvée, ce dernier pêche peut-être par optimisme, mais c'est surtout que lui, comme les autres, sont convaincus que le point critique est largement atteint.

Nos jeunes aux poches bourrées de diplômes, grâce à des parents admirables ayant sué sang et eau, démontrent régulièrement qu'ils sont capables d'affronter, et de résoudre, les problèmes de la Martinique économique, de la Martinique sociale, de la Martinique culturelle.

Il est temps que l' élu démontre, non pas sa capacité à maîtriser les défis politiques, je suis persuadé que nos leaders le sont tous, mais bien qu'il accepte de mettre le bon sens au pouvoir en s'asseyant à cette foutue table, guidé par le souci de la Martinique du futur.

Nos élus en ont le devoir face aux générations montantes. Et c'est bien en leur nom que je crois devoir, messieurs nos élus, vous adresser cette sommation.

Tony DELSHAM.

Texte d'origine, tel qu'il a été saisi pour le journal : la version imprimée a pu être corrigée ou coupée.

Citer : Tony DELSHAM, « Messieurs nos élus, je vous somme d'agir », Antilla n° 1270 (semaine du 22 octobre 2007), texte d'origine. Antilla Archives, <https://archives.antilla.fr/article/1270-messieurs-nos-elus-je-vous-somme-d-agir>